

La situation internationale, actuelle, me paraît caractérisée par trois ordres de conflits, qui ne sont d'ailleurs pas indépendants les uns des autres :

1. des conflits locaux ou localisés, ou régionalisés : Grèce, Turquie, Iran, Palestine, les Indes, la Chine, la Corée.
2. un conflit général, - rivalité de pôles principaux - entre l'URSS et les U.S.A., qui se heurtent sur de nombreux points du globe.

Il ne semble pas qu'une guerre générale doive être envisagée à très brève échéance à cause de l'un ou l'autre de ces conflits. Si les U.S.A. et l'URSS ne sont arrivés à une phase immédiate et ne perdraient la victoire. La Grèce constitue néanmoins le point le plus sensible : si l'URSS pourrait profiter d'une action contre le pays, ce serait négatif, tout au plus



quelconque, par ses voisins: Albanie, Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, qui n'ont pas cessé apparemment à l'égard.

h. 20.
 20 ans
 au 1950

En la suite n'ont ni matérialisé d'une
 clairement dans aucun de ces conflits.

3. Le 3^e me conflit n'est le plus grave. Et nous touché de près, n'exercera une influence et notre politique - si dirais ^{même} en il conditionnera notre politique pendant les prochains mois ou les prochaines années.

Il est matérialisé par la situation actuelle en Europe. Cette situation est caractérisée par le fait que quelques hommes, qui sont les chefs en même temps de l'URSS n'ont exercé une dictature absolue et une pression sur tous les pays, où l'armée rouge a pénétré, d'autre part, à l'intérieur des autres pays sur un pays plus ou moins qu'il faut pour chaque pays.

Le bloc oriental n'est une réalité. Il a été constitué grâce à un

proclamas de discomposi^on, dont
le parti communiste a ^{été} l'agent
actif.

Le bloc caractérisse le bloc orienta-
l. Il n'est ni il n'est pas une
association de peuples libres, mais
par une volonté commune, mais
une association de gouvernements,
sous la direction unifiée de l'un
d'eux, qui ne discute pas, mais
ordonne. Il n'y a aucun doute
sur, dans chaque pays, la grande
majorité de la population n'est
hostile à son gouvernement,
mais n'est capable de s'opposer
à son action. Cette majorité sou-
haité une nouvelle guerre, qui,
après elle, n'est la seule chance
de libération.

Le bloc oriental n'est organisé
politiquement; il n'est ^{en} train de
s'organiser économiquement et
aussi militairement. Tous les
pays qui en font partie, sont liés
par des traités. Ceux-ci sont
complétés par des protocoles secrets.

Les intentions de relever les dispositions essentielles et au de ces documents, sont il résulté que le but poursuivi est la création d'une force arbitraire unifiée ou unifiée pour l'ensemble des pays du bloc occidental :

Quant à la dictature exercée par l'URSS à l'instar des autres pays, ~~par l'intermédiaire~~ sur les nerfs communistes nationaux, on sait quels en sont les effets : propagande, fourniture d'armes, sabotage de la production par des grèves. Nous sommes ^{probablement} en présence de la plus forte organisation internationale, qui ait jamais existé.

La puissance de l'URSS repose sur deux éléments :

pages 4 et 6.

L'avenir immédiat de l'Europe
 dépend dans une large mesure de
 l'intention des dictateurs soviétiques
 et allemands. Nous ne connais-
 sons pas les intentions. En particulier
 nous ignorons s'ils envisagent de
 conquérir plus tard par la guerre
 les pays sur lesquels ils n'auront
 pas pu mettre la main auparavant.
 Cela paraît improbable, malgré
 leurs préparatifs militaires, et les
 succès qu'ils ont sur les armes,
 ou sur les hommes mobilisés.

L'hypothèse d'une guerre ne doit
 néanmoins pas être écartée. Certains
 pensent qu'elle éclatera le jour
 où les Russes auront la bombe
 atomique. Ils auront seulement
 plus tard. L'opinion dominante
 est qu'une guerre est inévitable,
 et qu'elle aura pour résultat de sortir
 de l'impasse actuelle.

En revanche, nous sommes égale-
 ment fixés sur la politique

soucieuse à l'égard des pays occidentaux :
 = dentiers : et les gagner au communisme ;
 = mieux par ~~le~~ l'action sur le
 plan intérieur et pour cela, en être
 à tout prix si ils ne se relâchent
 économiquement : la dette s'élève :
 = mieux dans le terrain favorable
 au développement du communisme,
 empêcher la réalisation du plan
 Marshall et s'opposer à toute
 tentative d'organisation de l'Europe.
 Prochaines victimes désignées : Italie.

En face de ce bloc compact,
 divisé par une volonté républicaine
 qui sait exactement le but
 qu'elle entend atteindre, il y a
 les U.S.A. avec leur politique
 au premier plan et l'Europe
 l'Europe britannique en deuxième lieu
 et les pays de l'Europe occidentale,
 ensemble disparate de États indivi-
 = dualistes, dont la plupart se
 débattent dans de difficiles de
 toute nature, si qui sont les vic-
 = times désignées de la
 politique soviétique et communiste.
 Géographiquement, politiquement.

économiquement. spirituellement
~~Am~~ ~~par~~ la suite fait partie de cet
 ensemble descendant, mais sans avoir
 subi les conséquences de la guerre,
 c'est à ~~se~~ ~~une~~ ~~des~~ ~~positions~~ intacte
 et saine, économiquement et politi-
 quement.

Les principaux États de l'Europe
 occidentale - la France et l'Angleterre
 ont perdu l'espoir d'un accord
 avec l'URSS. Ces pays et d'autres
 - en particulier l'Italie et la
 Belgique - sont convaincus de la
 nécessité pour les États de l'Europe
 occidentale de s'unir pour
 deux raisons, qui sont de nature
 liées: l'une, c'est que si les
 États de l'Europe occid. ne ~~se~~
 réunissent pas à ce niveau écono-
 miquement, ils sont condamnés
 à devenir une proie pour l'URSS
 et le communisme;
 la seconde, c'est que ce retournement
 n'est pas possible sans l'aide
 des U.S.A., et que ceux-ci ne sont
 disposés à intervenir que dans la
 mesure, où les pays européens sont:

= menaront par s' aider eux-mêmes à accomplir un effort commun en vue de leur relèvement. On pourrait, à tort, une erreur en s'imaginant que les A. S. A. ont absolument besoin de l'Europe, et que le plan Marshall n'a été conçu que dans leur intérêt. Ce n'est que très récemment qu'il y a eu des succès, au sein des Nations Unies, pour les A. S. A. et la politique a des répercussions brusques, pourrait à un jour se désintéresser de l'Europe. C'est peu probable - mais pas exclu.

Le projet de Union de l'Europe occidentale, parallèle au plan Marshall et pour le moment indépendant de lui, est né de cet ensemble de circonstances.

Je suis personnellement d'avis que l'initiative de Jean. Monnet à Spaak doit être approuvée sans réserve. C'est dans une union étroite de l'Etat de l'Europe occidentale que l'Europe peut enlever de nouveau son cahot.

mais il n'est clair que le débordement
de la situation en Europe nous pose
nous des problèmes si on peut dire
difficiles à résoudre - si que nous nous
trouverons dans une position de plus
en plus embarrassante. Je crois
que nous devons avoir le courage de
voir les choses comme elles sont,
objectivement et sans parti-pris en
cette circonstance.

Avant d'aborder les problèmes,
je voudrais me assurer un instant
à ce que représente au point de vue
notre statut de neutralité.

La neutralité de la Suisse repose
sur deux principes:

l'un, principal, est ^{l'action} ~~la~~ volonté
par ~~laquelle~~ la Confédération a proclamé
sa neutralité. C'est le principe d'au-
-ci par Nicolas de Flue, à la tête
de Stans. La Suisse ne veut pas
être mêlée aux disputes ou aux
étrangers.

l'autre, secondaire, donne à
la neutralité de la Suisse son
caractère contractuel. Ce a fait un
principe du droit des gens: c'est

La déclaration du Congrès de Vienne
 du . par laquelle la
 neutralité de la Suisse a été reconnue
 comme étant dans les vrais intérêts
 de l'Europe - si l'indépendance du
 territoire n'est considérée comme garantie ;
 c'est encore la déclaration de Londres
 du . par laquelle
 de nouveau la neutralité suisse a été
 reconnue comme étant dans l'intérêt
 non - stant de l'Europe, mais de
 tous les peuples.

Que faut-il aujourd'hui être capable
 de reconnaître internationalement, et la neutralité
 suisse ?

Il faut relever d'abord que les
 deux grands traités actuels,
 le S. A. et l'U. S. ne sont liés ni
 par l'un ni par l'autre des
 deux déclarations, l'U. S. refusant
 de reconnaître les engagements
 pris par l'autre puissance. En
 violation du Congrès de Vienne sans
 sans être pour elle.

En somme, le traité de Paris
 n'est-il encore en vigueur, de plus,
 il n'est-il pas ? Et la déclaration

de Londres, fait dans le cadre de la
 S. d. N. est-elle encore valable,
 après que la S. d. N. ait été dénoncée
 et liquidée? L'acceptation ne suit-elle
 pas la principale? Nous pouvons
 et nous devons évidemment soutenir
 que ces actes diplomatiques ont
 conservé toute leur valeur. Person-
 nellement, je ^{ne} leur attribuerai plus
 guère de valeur juridique - mais je
 pense qu'ils ont gardé une valeur
 de fait et forment au vu d'eux-mêmes,
 par les faits nous pouvons justifier
 notre politique de neutralité.

Quant à la volonté volontaire de
 la Confédération de garder son statut
 de neutralité, elle subsiste, mais elle
 est devenue au point lui - il n'est pas
 nous ne devons pas nous le diminuer -
 le fondement unique de notre politique
 que de neutralité. (Nous sommes, en
 quelque sorte revenus à la situation
 antérieure à 1815, avec une réaffirmation
 sur la déclaration de Vienne et de
 Londres, mais sans le fait. Que nous
 pouvons récupérer, même si ils ont perdu
 leur portée juridique).

Il ne faut pas négliger non plus que
 la neutralité ~~suédoise~~ de la Suède a été
 reconnue comme un des éléments de
 l'équilibre européen, et que la né-
 cessité de cet équilibre lui est
 sa base internationale (ainsi pendant
 les guerres de Napoléon) ou la nuit en
 finit (guerre 1914-1918 - et 1939-1945).
 L'équilibre européen n'a jamais été
 rompu pour longtemps, peut-être.
 La Suède n'a ni plus servi entre nous
 ou quatre grands Empires, qui avaient
 une immense réputation à ce que la
 montagne des Alpes ne fut pas dominée
 par l'une d'elles. Si imaginons que
 nous pouvons jouer entre les deux
 blocs Est et Ouest le rôle que nous
 avions entre l'Allemagne, la France,
 l'Autriche et l'Italie, est illusoire.
 En fait, comme je l'ai ~~déjà~~ relevé,
 nous faisons d'ailleurs déjà partie
~~d'un des deux groupes~~ - que nous
 le voulions ou non - d'un des
 deux groupes, entre lesquels le monde
 et l'Europe sont divisés.

Il n'y a ni pas sans doute de retour:

que nous ~~avons~~ répudiées, soit recon-
 =nue. Elle était déjà contestée par
 l'Achémeque hitlérienne. Elle l'est
 en son danger par nous aussi. Il
 faut admettre d'ailleurs que, si cette
 distinction entre le soutien théorique
 =rien ou dans le cas d'un conflit
 entre des intérêts nationaux, elle devient
 très difficile à défendre quand un
 peuple, à une très unanime, prend
 parti aussi violemment que c'est le
 cas en 1914 contre une tripartite de
 =termini. Ce n'est plus la liberté
 de penser ni de s'exprimer individualiste
 qui est en cause - mais le peu-
 ple lui-même. Qui dans une
 démocratie est souverain.

L'opinion qui en a de la neutralité
 liti de la Suisse dans les pays
 de l'Occident n'est pas facile à
 définir. Je voudrais cependant
 noter que après la guerre, cette neu-
 =rative, qui ^{nous} ~~trouvait~~ se adhésions
 aux D. L., se rapporte à une ligne
 opposée à elle très nettement. Puis
 on a montré, surtout dans les
 pays catholiques, plus de bon sens:

- sion à son égard. Au point où
 l'évolution se produit en deux inverse,
 si l'opinion dominante est que la
 neutralité n'a ni plus honneur ni que
 nous serons, bon gré mal gré, contraints
 de l'abandonner, soit pour des rai-
 sons morales ^{ou} parce que nous ressus-
 -cirions son inutilité, soit parce
 que les circonstances nous y forceront.

Enfin, une dernière remarque à
 propos de la neutralité. Nous sou-
 -mis tous d'accord que elle n'a pas
 une fin en soi - mais un moyen,
 le moyen, que nous avons considéré
 jusqu'à présent comme le plus
 sûr de sauvegarder notre indépen-
-dance, notre indépendance étant le
 but.

Voilà, présentée sous une forme
 aussi brève et synthétique que
 possible, la substance de la situa-
 -tion, dans laquelle nous nous
 trouvons, si j'ai posé pour vous
 des questions, sur nous serons pro-
 -bablement appelé à répondre. Il y
 en a, qui demandent une réponse

immédiat. Nous devons arriver dès maintenant les lignes générales de notre comportement, quitte à donner une solution précise chaque fois que les circonstances nous y obligeront.

Je tiens à préciser que vous ne devez venir dans la forme, ni je chercherai à présenter en question aucune réponse implicite. Sur ce point, j'en aurai par avance donné personnellement. ~~Il~~ Il y a des questions que je laisse ouvertes. Sur d'autres, je ~~vous~~ donnerai exprimerai un avis.

1. La neutralité est-elle encore aujourd'hui le meilleur moyen d'assurer notre indépendance ?

Si le conflit actuel n'est ^{seulement} pas un conflit entre des intérêts nationaux

- par ex: entre l'URSS et la USA ou entre deux groupes de puissances européennes...
le renoncement sans hésiter: oui.

Mais, comme je l'ai exposé, le conflit réel n'est pas extérieur à notre pays. Vous y sommes impliqués, que nous le voulions ou non. Vous avez déjà pris parti en fait. Vous

sommes dans un des deux camps, par le simple fait que la Suisse n'est une démocratie. La neutralité comporte la désintéressement à l'égard des succès des autres, mais nous ne pouvons pas être désintéressés dans une lutte, où nous sommes en jeu. Et nous n'avons pas le droit d'abandonner à d'autres le soin d'assurer notre salut - en restant nous-mêmes, inertes et indifférents. En prenant une attitude passive, nous faisons le jeu de ceux qui sont nos adversaires, nous choisissons pour eux contre nous-mêmes.

Il y a, dans notre opinion, ^{publique} dans les Chambres ~~un ^{peut-être} ~~instinct~~~~ même au sein du camp féd. certains ^{Thèses} Thèses. La plus forte est fondée sur la manière dont nous nous sommes tirés pendant la guerre de 1939 à 1945, après avoir déjà échappé à celle de 1914-1918. Ce sont là des précédents, qui font oublier l'invasion de la Suisse lors de la Révolution française et le danger qui a été pour notre territoire en 1814.

Il n'est certain que la situation actuelle
 présente une analogie avec la période
 -de, qui a précédé la ~~2e~~ dernière
 guerre. La trame géohistorique, se
 référant à nous, de 10 ans d'ins-
 -tructions, souligne encore cette analogie.
 Si l'on a peur que la suite doit
 agir aujourd'hui comme avant
 1939 il n'y a eu un pas, sur beau-
 -coup chez nous, ont déjà franchi.
 Si on analyse la situation aux deux
 époques, on constate qu'il y a
 d'analogie sur deux points:
 1°) Après le communisme font
 peser sur l'Europe une menace
 aussi lourde ~~peut-être plus lourde~~
 qu'Hitler à l'égard du nationalisme.
 Le noir même la menace actuelle
 plus lourde - mais, brutale mais
 plus insidieuse - parce que le
 communisme consistait sur le
 plan intérieur de plusieurs pays
 un principe anti-communistes, une
 force, que n'avait pas le national-
 -socialisme.

Les procédés de conquête sont res-
 -semblants les mêmes - ils ~~sont~~ ne

s'embarrassent en tout cas de aucun
scrupule, et ne s'engageaient aucunement
et de engagements pris.

Pour le surplus tout est dit.
En 1939, la majorité des États avaient
proclamé leur neutralité, et parmi
eux les USA, ~~et~~ l'URSS, ^{et} les États
scandinaves, et ceux du Benelux.
Aucune mesure de défense collec-
= tive n'avait été envisagée, bien
que chaque État se sentait plus ou
moins menacé. Le monde n'était
pas comme aujourd'hui divisé en
deux. - Il y avait à côté des
beligérants du droit, ceux qui,
sans prendre part aux hostilités,
soutenaient l'espoir de guerre de
l'un ou de l'autre des beligi-
= rants (USA et les Alliés) (URSS,
Japon, Espagne, pour l'Axe). Et
il y avait surtout la majorité
de ceux qui étaient purement
et simplement neutres, et avaient
l'espoir de rester en dehors.

La neutralité a servi à deux pays:
 la Suisse et la Suède. Ils n'ont
 pas été élargis ^{essentiellement} à cause de leur
 neutralité, mais pour des raisons,
 qui forment un complément, et sont
 avant tout d'ordre militaire et écono-
 mique (industrie et transports). -

Aujourd'hui, nous ne sommes pas
 en guerre et nous ne savons pas si
 et quand il y aura une nouvelle
 guerre en Europe. Si elle devait
 éclater, elle commencerait - d'après
 les avis compétents - par une invasion
 de l'Europe occidentale, pour
 empêcher qu'elle ne devienne une
 tête de pont pour les U.S.A.
 Serions-nous impliqués par les armées
 de l'Est? Nous n'en savons rien.
 Le problème n'est pas la position qu'on
 désirerait ~~ou~~ on laisse la Suisse sur
 côté, nous ou raisons du même
 ordre que celles, qui ont engagé
 les Allemands à ~~s'opposer~~ nous
 élargir.

~~La question n'est pas là.~~

On ne peut s'empêcher de se poser
la question :

La Suisse peut-elle espérer de
rester neutre entre deux camps,
alors qu'en fait, de par sa position
anticommuniste, elle appartient
déjà à l'un d'eux ? N'est-ce
pas une illusion de penser qu'on
peut être contre le communisme,
tout en restant neutre à l'égard
d'un ou de plusieurs États, dont
le but est la destruction de tout
ce qui n'est pas communiste ?

On peut laisser cette question
sans réponse - mais il y en a
d'autres, devant lesquelles il serait
difficile de se dérober, ~~la~~ ~~question~~
~~se~~ ~~posant~~ ~~au~~ ~~dilemme~~ ~~suivant~~ :

~~Souvenons-nous, décidés à~~

Contrairement à ce qui s'est
passé avant 1939 - et pour nous
profiter des expériences faites alors,
une tentative est en train de

s'accomplir pour organiser la défense
de l'Occident contre l'expansion
communiste et soviétique. Cette mission
a deux aspects :

l'un économique, c'est le plan
Marshall,

l'autre politique, c'est l'union
occidentale.

Le but politique est le même ~~est~~
bien que les deux actions soient
séparées et puissent se mesurer.

[Handwritten scribble]

Nous avons pris position en faveur
du plan Marshall et de la recon-
struction économique de l'Europe.

En revanche, nous n'avons pas
été sollicités de adhérer à l'union
occidentale, et il est clair que nous ne
le serons pas. La situation serait
alors très embarrassante. Nous
devrions répondre négativement,
à cause de notre neutralité, mais
nous prendrions une lourde res-
ponsabilité devant le monde et
devant notre propre pays. Nous

refusation, de nous associer à la
 défense commune contre le communisme.
 = nous, à son conséquent contre
 la politique de l'URSS - ce qui
 reviendrait à abandonner cette référence
 qui est dans notre intérêt vital, et
 à favoriser la politique d'expansion
 communiste et soviétique, toute abso-
 lument dans cette référence est une
 chance que nous donnons à la
 direction de l'URSS, c'est de une
 chance, que nous perdons. ~~==~~
~~restant~~ ~~reste~~ nous ne sommes à
 ce point ni un certain neutre, nous
 prenons une réalité parti. Notre
position morale pourrait devenir
 incertaine, et nous risquons de
 nous exposer au reproche -
 qui a d'ailleurs déjà été fait -
 = nul - qui a bachelé aux mêmes
 valeurs que les autres pays d'Europe
 = navigent, ayant les mêmes intérêts
 qui eux, menacés du même danger
 que eux, nous refusons de

vous associer à leurs efforts, dans l'espoir que, si la menace devient réalité, nous serons sauvés par eux, sans avoir voulu assumer le risque de l'entreprise de résistance commune.

Le problème ne se pose pas uniquement aujourd'hui de une manière aussi aiguë et ripoucheuse - mais, du train dont vont les choses, il est possible qu'il se pose ainsi avant longtemps. C'est une évidente réalité que nous devons envisager et à laquelle nous devons nous préparer. Il n'y a le seul remède - je pense ne rompre - que les U.S.A. subordonneront de plus en plus leur appui à une union de plus en plus étroite des États européens.

Quelles conclusions tirer ?

Je ne crois pas que nous devions renoncer à notre neutralité, ni à la politique, qui en découle.

Je pense que nous devons, pour
 le moment et aussi longtemps que
 cela sera possible, nous suivre la
 politique que nous avons définie
 dans notre réponse du juillet
 1947 à l'invitation à participer
 à la conférence de Paris, et dont
 j'ai chargé de formuler les prin-
 cipes dans l'exposé, que j'ai
 fait le 20 août au conseil des
 États sur le plan Marshall.
 Mais nous devons nous rendre
 compte qu'il sera de plus en
 plus difficile de faire une
 politique à double face: l'une
 étant la neutralité, l'autre la
 solidarité. La marge de
 manoeuvre diminuera de plus
 en plus étroite.

~~Je~~ Je vois que la solida-
 rité - c'est de notre participation
 active au relèvement économique
 de l'Occident - est au jourd'hui
 un moyen beaucoup plus effica-

+ ou si l'on
 préfère: ^{avec nous} ^{deuxième} ^{à nous} ^{grand}
 = ce sera la neutralité à la réalisation
 = rien de brut: garder notre indépendance
 = donc, + nous avons, si achemés nous
 avons: nous ne ~~avons pas~~ ^{solicitions pas} ~~par~~ ^{besoin}
~~de~~ l'aide matérielle des U.S.A., ce
 qui nous permettra ^{plus qu'à d'autres pays} de ~~échapper~~
 au danger de tomber sous leur
 dépendance. Ce n'est donc plus
 sur la neutralité, qui il faudra accen-
 ter l'accent dans l'avenir im-
 médiat, mais sur la solidarité.
 Cela ne signifie pas, que nous re-
 nousons à la neutralité - mais
 celle-ci doit avant tout nous
 engager à ne participer à au-
 cune attitude politique ou mili-
 taire, de un côté, ^{de l'autre côté} ^{à l'égard de}
 des relations commerciales (les
 seuls possibles) avec les États de
 l'Est.

Il me semble, en revanche, que
 nous pouvons rester fermes sur ces
 deux principes, tout en partici-
 pant à l'effort commun de l'Europe

etance, qui s'accomplira en Europe occidentale aussi à notre profit si dans notre intérêt, nous devons éviter de nous montrer trop zélés = centés dans notre collaboration.

Sei, nous nous heurtons à des obstacles, qui sont de notre essence: structure psychologique et qui se trouvent en nous: un certain manque du sens de réalité autre que matérielle, qui s'explique par notre attachement au passé (qui n'est pas un bon), une tendance à voir - surtout sur le plan international - les problèmes par leur petit côté, au lieu de les dominer; une propension à concevoir - dire certains, habitudes de penser et de juger comme de simples définitions et intuitions; enfin et surtout un manque ~~de~~ d'imagination, qui nous donne un sens plus aigu de nos intérêts immédiats que de nos intérêts plus lointains. Ces quelques caractéristiques, qui tra-

peut, dans les discussions parlementaires, n'est à la lecture de nos journaux, et qui ne sont d'ailleurs pas toujours des rifants, sont compensés par des vertus ou des qualités, qui il serait puérile de vouloir énumérer. Si se signale un obstacle psychologique, c'est bien que si nous sur l'application pratique de la politique, que si nous d'essayer, si qui est d'ailleurs fondé sur des principes rationnels, rencontrera beaucoup de difficultés et pourra être critiquée. Quand nous disons: oui dans une question intéressante, qui ~~est~~ paraît engager notre responsabilité, notre opinion publique est moins ^{satisfait} ~~satisfait~~ du oui, que nous prononçons, que des réserves et des restrictions, ^{en général} nous l'entendons.

Les réflexions me viennent à l'esprit, en songeant à la forme dans laquelle nous allons certaines

=ment être amenés à collaborer dans
 le domaine de la reconstruction éco-
 nomique de l'Europe, et dans certaines
~~situations~~ difficiles, dans lesquelles
 nous nous trouverons.

Il y en a une que nous avons
 à résoudre aujourd'hui : celle de
 notre représentation à la ~~tra~~ réu-
 nion de la C.E.E., qui aura
 lieu à Paris lundi prochain le
 15 mars. Les gouvernements français
 et britannique tiennent beaucoup
 à ce que les obligations soient
 précisées par le ministre des aff.
 étrang. des pays participants. Leur
 but est de démontrer aux U.S.A.
 que les gouvernements européens
 attachent une grande importance
 à la collaboration économique
 en fait de l'Europe. D'après les
 renseignements que j'ai fait prendre,
 la plupart des pays - ceux qui nous
 intéressent le plus - nous ont été
 suggérés : ainsi les pays scandinaves.

Je n'ai pas encore d'opinion sur ce
 que nous devons faire. ~~Personnellement~~
 Pour des raisons ^{personnelles} qui sont sans intérêt
 ici, je préfèrerais ni assister, ni
 que nous soyons représentés par notre
 ministre à Paris. Mais je suis cer-
 tainement que si le Com. F. d. décide
 que j'irai à Paris, cette décision
 sera inévitablement critiquée. Ainsi la
 majorité ou même une partie, de
 aff. étran. du Com. F. d. sont certainement
 méprisables que si n'aide pas à
 Paris. J'ai lu, dans 2 ou 3
 journaux, que pour la question,
 c'était la résoudre négativement.
 Ce qui est intéressant, c'est de
 noter les motifs invoqués: un
 membre du Com. F. d. ne va pas
 assister à ces réunions à l'é-
 tranger (ce qui n'est pas exact:
 2 Com. F. d. assistaient à la
 conférence de Gènes. par ex.); le
 voyage de M. Adon à Paris n'a
 pas eu de effets heureux et la Suisse;

il faut que, si un membre de notre
gouvernement est mis une fois sur
un dictateur (souvenir des pélerinages
à Berchtesgaden) ~~et~~ nous puissions
répondre que les lois, fid. ne sont
à l'étranger qui en valent. Je
ne reconnais pas qu'il y a une
institution de défense ^{et quelque chose de sain} dans une atti-
tude négative. Mais je crois que
dans les circonstances actuelles, ce
sont d'autres critères, qui doivent
être appliqués :

l'un, c'est le danger qui un
membre du sous-fid. s'engage
dans une aventure politique.
Je ne vois pas que le danger existe
cette fois-ci. C'est l'opinion de
M. Ruciger.

l'autre, c'est l'intérêt, qu'il
y a pour le succès ou la renou-
vellement de l'adoption de plan Marshall,
à ce que le gouvernement suisse
soit présent. Au moment
que nous reconstruisons la néces-

« s'il nous de collaborer à la reconstruction de l'Europe et à la réalisation du plan Marshall, nous ne devons pas nous montrer craintifs, peureux, timorés, et apatrités, par une attitude réticente et négative, une action, dont nous souhaitons le succès.

Je fais aussi ce raisonnement, c'est que, si une fois un membre du Cons. fid. assiste à une de ces réunions, il sera plus facile de se distancer, lors de nouvelles ~~réunions~~ conférences, moins importantes. On peut évidemment faire le raisonnement inverse si dire que, si l'on n'a été une fois, il n'y a plus besoin de raison pour refuser.

En terminant ce exposé, je voudrais relever que ~~non~~ le problème du communisme n'est pas un problème de politique

intérieure. Et je voudrais vous suggérer d'examiner dans une prochaine séance les questions suivantes:

1. l'impact et le communisme, en particulier l'importance de la surestimation de l'activité du parti du travail et de ses relations avec l'étranger;
2. mesures à prendre et les échanges en particulier les relations ou état de l'Est, qui exercent une activité politique et notre territoire.
3. mesures militaires et économiques, dans le cas où la situation interne s'aggraverait. Plan de défense en cas de risque d'invasion de l'Europe occidentale;
4. consolidation du front intérieur, en cas de crise économique et de chômage, le front intérieur sera ~~substitué~~ immédiatement au général, et le terrain sera ~~par~~ préparé pour le développement du communisme. Si nous voulons éviter les expériences,

faits ailleurs, nous ~~avons~~ devons
chercher un aménagement de rela-
tions entre employeurs et ouvriers,
ou si l'on veut bien le capital et
le travail, qui précéderait de
oppositions de classe, que ce qui
a déjà fait de ce domaine et
surtout la haute conjonction ont
provisoirement éliminées, le pro-
blème existait, bien que dans de
larges limites, on puisse le mé-
connaître.

Je me demande si, au lieu
de perdre beaucoup de temps à nous
occuper de petites affaires, qui
relèvent plus de l'administration
que du gouvernement, nous ne
devrions pas consacrer quelques
séances à la discussion de ques-
tions, qui ne peuvent laisser
aucun de nous indifférent.